

# Guide du Paris colonial et des banlieues

Editions Syllepse, Paris 2018, 144 pages, 8 euros

Sortir du colonialisme, 31 janvier 2018

Rues, boulevards, avenues, places et autres voies, sans oublier collèges, lycées, statues et monuments, sont autant de témoins muets, mais ô combien parlants, de l'histoire telle qu'on nous la raconte et nous l'impose. Une histoire qui, comme l'écrit Robert Aldrich (1996) « reste marquée par cette volonté d'inscrire l'action coloniale sur les rues et les places de Paris ».

Pour quiconque a fréquenté l'école publique des années 1950 et 1960, les toponymes parisiens font penser à ces manuels d'histoire, à la fois risibles et tragiques, que les élèves en blouse grise transportaient dans leurs cartables et ouvraient sur leurs pupitres pour ânonner l'histoire-légende de l'œuvre coloniale et s'en imprégner. Des images d'Épinal à l'innocence trompeuse.

À l'heure où le général Lee et ses statues équestres tremblent sur leur piédestal et s'appêtent à quitter les rues et les places pour gagner (lentement mais sûrement) les musées états-uniens, il serait grand temps que le vent de la justice toponyme venu des États-Unis souffle sur les bords de Seine et que les Parisiennes regardent parler leurs murs. Des murs dont on a voulu, sciemment, délibérément et politiquement, qu'ils disent la gloire de l'empire colonial. Ces rues ont été baptisées ainsi pour faire la leçon au peuple de Paris et lui inculquer une mémoire historique très particulière. Il suffit pour s'en rendre compte de noter les dates des arrêtés de dénomination. Elles parlent d'elles-mêmes.

Au demeurant, ces plaques bleues font bien plus que célébrer l'expansion coloniale française et son œuvre

« civilisatrice » : elles montrent l'extraordinaire imbrication du fait colonial avec la construction et le fonctionnement de l'État. Les élites du pays, dont évidemment les élites militaires, ont été façonnées par le système colonial et impliquées dans son histoire : « De façon visible ou invisible, trois générations d'hommes politiques seront influencées, formées ou issues de cet espace colonial » (Blanchard et Lemaire, 2011). Contrairement aux enseignements diffusés, il n'y a pas d'un côté la République vertueuse—pour n'en rester qu'à ce régime politique—et de l'autre le colonialisme et les colons. Il n'y a pas non plus un Alexis de Tocqueville—qui a évidemment été récompensé par une rue dès 1877—penseur de la démocratie et un autre Alexis de Tocqueville penseur des razzias. Il y a bel et bien enchevêtrement, symbiose, imbrication...

... Un peu partout, dispersées dans la capitale, on traverse des rues et des avenues dont les noms qui, tout en ayant l'apparence de la prétendue neutralité d'un guide touristique, sont autant de points de la cartographie coloniale qui sentent bon le sable chaud et qui font tintinnabuler les vieilles rengaines du « temps des colonies » (Liauzu, 2002). Les rues de Constantine, de Kabylie, de Taïti, de Nouvelle-Calédonie, d'Annam, du Tonkin, du Dahomey, de la Martinique, de la Guadeloupe ou

du Congo ne sont pas une invitation au voyage, mais le rappel subliminal que ces terres étaient—ou sont encore pour certaines d'entre elles, comme la Kanaky, la Gwadeloupe et la Martinique—des possessions françaises et qu'elles ont été le théâtre de la force des armes et de la « mission civilisatrice » de l'universalisme à la française.

Dans les *Damnés de la terre*, Frantz Fanon note que « chaque statue, celle de Faïdherbe ou de Lyautey, de Bugeaud ou du sergent Blandan, tous ces conquistadors juchés sur le sol colonial n'arrêtent pas de signifier une seule et même chose : “Nous sommes ici par la force des baïonnettes...” » (Fanon, 1970). Évidence en 1961 pour les contrées sous domination coloniale, il en est toujours de même de nos jours dans les villes de France, et notamment dans sa capitale.

Les moments d'expansion coloniale et d'affirmation de l'Empire donnent particulièrement lieu à cette imposition mémorielle. De ce point de vue, il y a une parenté forte avec les États-Unis, comme le rappelle James W. Loewen :

C'est le récit de son objet—dans le cas de la statue de Lee à Charlottesville, la guerre de Sécession—, mais c'est également le récit du moment pendant lequel la statue a été érigée—dans ce cas, la période que l'on appelle le « nadir des relations ra-

ciales américaines », qui va de 1890 à 1940. Ça a été une période terriblement raciste, un âge d'or de la suprématie blanche, de la ségrégation, et du Ku Klux Klan (James W. Loewen, *Libération*, 16 août 2017).

Ici il s'agit de statues « érigées dans le but de réécrire l'histoire, pour glorifier la Confédération et perpétuer l'idée de la suprématie blanche<sup>3</sup> », là ce sont des plaques bleues imposées pour glorifier les sabres sanglants et pour perpétuer une certaine conception de la civilisation.

Ici comme là-bas, la résistance à l'égalité et à la liberté est extraordinairement forte. Pourtant, les trompettes de Jéricho commencent à faire trembler les murs de Paris qui ont acquis une certaine faculté d'adaptation. À la faveur de la rénovation urbaine, on a pu voir apparaître des noms de rues, de places, tentant de corriger, de rééquilibrer, certes timidement, cette terrible inégalité toponymique. Depuis 2006, la rue de l'Isly et l'avenue Bugeaud—respectivement dénommées en 1846 et 1864—coexistent (pacifiquement ?) avec la place de l'Émir-Abdelkader. Bonaparte, colonisateur (« malheureux ») de l'Égypte, indéboulonnable idole, trône désormais en compagnie de Victor Schœlcher, Toussaint Louverture et Louis Delgrès. Le premier, qui a rétabli l'esclavage en 1802 sur les décombres de la 1<sup>re</sup> République, a été honoré en 1852, à

l'époque où la 2<sup>e</sup> République épousait les ambitions coloniales de la défunte Monarchie. Le second, abolitionniste pourtant modéré, « soucieux de ménager les intérêts des colons » (Manceron, 2006), ne l'a été qu'en 2000. Le troisième, le général des esclaves de la Révolution de Saint-Domingue, a dû attendre 2013. Quant au dernier, si la « Nomenclature des voies parisiennes » nous apprend qu'il « adhéra très tôt aux principes de la Révolution française », elle ne souffle mot de la désertion du colonel Delgrès, commandant de Basse-Terre, pour combattre les troupes envoyées par Bonaparte pour rétablir l'esclavage...

... Le passé colonial de la France est lourd à porter. Mais un héritage, cela s'accepte ou cela se refuse, en totalité, ou en partie. On peut aussi choisir de préférer de revendiquer un autre héritage, notamment celui des luttes anticoloniales. En tout cas, comme l'écrit Françoise Vergès (2011), si héritage il y a, il n'y a « pas de legs sans responsabilité, et cette responsabilité nous oblige à recevoir, mais aussi à choisir, à exclure, à préférer ». Ceux qui, tel le coq gaulois, se dressent sur leurs ergots pour empêcher que le moindre drapeau ne soit replié, que la moindre plaque ne soit dévissée ou reformulée, veulent nous contraindre à accepter leur patrimoine et à empêcher que la discussion sur le legs ne puisse déboucher sur un affichage public différent.

L'exploration des traces et des échos du Paris colonial à laquelle nous vous convions se veut à la fois un petit pavé parisien—un de ceux qui ont été recouverts d'une épaisse couche de bitume aux lendemains de Mai 68—lancé sur les notaires du colonialisme français et une petite pierre pour que se construise une mémoire collective de libération et d'émancipation au travers d'une reconquête mémorielle des murs de notre ville, ce Paname où nous marchons, où nous travaillons, où nous nous promenons, où nous manifestons également, toutes et tous ensemble.

Peuple français, tu as tout vu,

Oui, tout vu de tes propres yeux,

Et maintenant vas-tu parler ?

Et maintenant vas-tu te taire ?

(Kateb Yacine)